

Délibérations du Conseil Communautaire du 11 avril 2024

L'an deux mille vingt-quatre le onze avril à vingt heures trente, le Conseil Communautaire de la Communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à Castaignos - Souslens Salle Polyvalente, sous la présidence de Christine FOURNADET, La Présidente.

Date de la convocation : vendredi 05 avril 2024

Présents : Yvan DALAINE (MARPAIS), Christine FOURNADET (CASTELNAU-CHALOSSE), Thierry LABORDE (DONZACQ), Fabienne LASSALLE (ARGELOS), Maurice DULAYET (BASTENNES), Florence BERGEZ (AMOU), Alain GARBAY (POMAREZ), Pascal CASSIAU (POMAREZ), Jean-Pierre CAZENAVE (BASSERCLES), Robert CRABOS (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Patrick DESSA (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Jérémy DOMARLE (CASTEL-SARRAZIN), Jean-Pierre DUFOURCQ (AMOU), Maryse DUPRAT (POMAREZ), Roland GODDE (NASSIET), Gérard GRAZIANI (DONZACQ), Hervé GUICHENEUY (ARSAGUE), Jean-Yves HAURAT (ARSAGUE), Martine HILLOTTE (BEYRIES), Patrick HOURTIN (CASTELNAU-CHALOSSE), Karine LAPOS (NASSIET), Didier LARROUTURE (BONNEGARDE), Alain LUBET (AMOU), Ludovic NOUGARO (POMAREZ), Philippe NOVEMBRE (CASTEL-SARRAZIN), Jean ROHFRIETSCH (GAUJACQ), Dominique TOULOUSE (BRASSEMPOUY)

Absents :

Procurations : Odile ELOY TRAN VAN CHUOI (AMOU) a donné pouvoir à Jean-Pierre DUFOURCQ, Sandrine GAILLACQ (GAUJACQ) a donné pouvoir à Jean ROHFRIETSCH, Joëlle LAGOUARDETTE (POMAREZ) a donné pouvoir à Ludovic NOUGARO, Karen RICARRERE (AMOU) a donné pouvoir à Alain LUBET

Représentés :

Nombre de membres afférents	31
Nombre de membres en exercice	31
Présents	27
Pouvoirs	4
Votants	31

N° DEL20240411-019 BP 2024 - Vote du taux de TEOM

Après échanges de vues et délibérations, le Conseil Communautaire, décide,

Article 1 :- De fixer à 15.68 % le taux de TEOM applicable sur le territoire en 2024 ;

Article 2 : AUTORISE Madame la présidente à mettre en œuvre l'ensemble des démarches

Vote : Adopté à la majorité des suffrages exprimés avec 2 voix contre

Signé le 15/04/24

Christine FOURNADET

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication, son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département.

